

Didier Raoult, homme de réseaux et enfant terrible de la recherche

PAR BENOÎT GILLES (MARSACTU)
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 27 MARS 2020



Le professeur Didier Raoult à son bureau à Marseille, le 26 février 2020. © AFP

Depuis plusieurs semaines, Didier Raoult est au cœur d'une polémique aux dimensions planétaires sur les meilleures stratégies pour combattre la pandémie. Loin d'être un chercheur qui fait soudain irruption sur la scène médiatique, le Marseillais a construit patiemment son ascension en jouant de ses réseaux d'amitiés et des travers de la science moderne. Une enquête de notre partenaire Marsactu.

Depuis la longue file de patients qui mène à l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée Infection, on entend de temps à autre quelques salves d'applaudissements. Les gens venus se faire dépister ont reconnu la silhouette désormais mondialement célèbre du professeur Didier Raoult. L'homme salue brièvement, ne s'arrête pas, tête baissée et mèches au vent. Il a de quoi faire avec des centaines de malades à dépister, d'autres à traiter, sans compter la controverse internationale qui met soudainement son travail au-devant de la scène et son visage à la une de tous les journaux.

La polémique, Raoult adore. Faire trembler l'establishment. Même ses cheveux longs, sa barbe épars et ses chemises colorées sont un pied de nez permanent aux apôtres de la norme, fussent-ils du bon goût. Son look improbable est devenu un mème sur les réseaux sociaux où tout le monde s'écharpe entre pro et anti. Lui, se place ailleurs, au-dessus forcément. « Il a un comportement de chef de meute, c'est vrai.

Pour lui, la science est un sport de haut niveau. Elle ne supporte pas la médiocrité », explique un journaliste qui l'a longuement côtoyé.



Le professeur Didier Raoult à son bureau à Marseille, le 26 février 2020. © AFP

Les 144 pages de son curriculum vitae parlent pour lui. Didier Raoult est un géant de la recherche en infectiologie. Lui et ses équipes cumulent les records du monde. Forcément, le colosse fait de l'ombre. Il charrie une cohorte de polémiques et n'en a cure. Sabre au clair, il fait de la science comme Louis Pasteur ou Marie Curie en leur temps. Dépasser Darwin **ne lui fait pas peur**, assure-t-il. Il est le mâle alpha qui mène sa troupe de médecins. Il en fait même son dogme pour dynamiser la recherche en France.

En revanche, il n'est pas ce savant, génial ou fou, qui fait irruption sur la scène politique et médiatique à l'occasion d'une crise majeure. Chroniqueur au *Point*, adepte des vidéos d'auto-promo, il cultive depuis longtemps les réseaux politiques et sait jouer à plein des travers de la science pour tenir la ligne qu'il pense juste.

L'équipe qu'il a constituée autour de lui est d'une fidélité sans faille, parfois depuis des décennies. Ce sont eux ces professeurs, médecins, chercheurs qui signaient ce dimanche un communiqué défiant les préconisations du ministère de la santé en précisant qu'il n'était pour eux « *pas moral que cette association* [de molécules, utilisée par l'IHU – ndlr] *ne soit pas incluse systématiquement dans les essais thérapeutiques concernant le traitement de l'infection par le Covid-19* ».

• Bras de fer au ministère

Le ministre de la santé prend un arrêté pour limiter la prescription de l'hydroxychloroquine ? Qu'importe, il claque la porte du comité scientifique qui conseille le gouvernement depuis le début de l'épidémie et

poursuit ses prescriptions. Au point d'obtenir du ministre qu'il maintienne celle-ci pour les médecins en première ligne face à l'épidémie.

Une position qui lui revient forcément, et confortée par la vue des centaines de personnes qui, malades, inquiètes ou simplement fébriles, patientent à la porte de son institut. Elles espèrent savoir si elles sont atteintes et peuvent avoir accès au traitement censé faire chuter la charge virale, sans preuve scientifique de cette efficience (*lire l'article à ce sujet*).

• L'ami des politiques

Parmi les thuriféraires parfois béats, il y a aussi les élus majoritairement LR qui sont venus se faire dépister et soigner par les équipes du professeur Raoult avant et surtout après le premier tour des municipales. La députée LR Valérie Boyer multiplie les plateaux TV pour soutenir la thèse du professeur Raoult, faisant fi des méthodes scientifiques et de la rigueur nécessaire à la mise en œuvre d'un traitement médicamenteux, non sans effets secondaires.

Ces élus, Didier Raoult les connaît bien. Il les fréquente depuis de longues années. Médecin, ancien ministre et président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier fait partie du conseil d'administration de l'institut hospitalo-universitaire que Didier Raoult porte à bout de bras depuis plusieurs dizaines d'années. L'homme politique ne tarit pas d'éloges pour « son ami » et a marqué son soutien dès le début de l'épidémie. Le maire de Nice, Christian Estrosi, monte lui aussi au créneau sur les réseaux sociaux. Lui est un intime du professeur depuis leurs années communes au lycée à Nice.

L'ancien journaliste de *La Provence* Hervé Vaudoit décrit ce réseau de relations dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'homme et son institut, *L'IHU Méditerranée Infection - Le défi de la recherche et de la médecine intégrées* (Robert Lafon). Outre son indéniable talent, Didier Raoult doit son ascension éclair au sein de la faculté de médecine à un baron du gaullisme local, Maurice Toga, que Renaud Muselier considère comme son « père politique », raconte dans son bouquin le journaliste.

Ce député (1986-1988) lui met le premier le pied à l'étrier et lui permet de devenir professeur de médecine puis chef de service dès 1988. Mais l'idée de l'IHU naît vraiment avec la peur du bio-terrorisme et les attentats à l'anthrax qui ont effrayé le monde après ceux du 11-Septembre. « *Les politiques avaient une trouille bleue*, se souvient Didier Raoult dans l'ouvrage d'Hervé Vaudoit. *Pour leur faire péter les plombs, il suffisait de prononcer un mot : bioterrorisme.* »

Plus de 100 millions pour bâtir l'IHU

Il profite de l'arrivée au gouvernement Chirac du Marseillais Jean-François Mattéi pour pousser le pion d'un infectiopôle destiné à lutter contre ce risque médical et militaire. En 2003, il écrit un rapport sur ce thème qui finit par convaincre les hauts fonctionnaires et les politiques de la nécessité d'un soutien à ses recherches. Car loin de l'image véhiculée du Marseillais mal-aimé contre le reste du monde, Didier Raoult a des réseaux bien implantés.

À l'orée des années 2010, son projet de pôle d'infectiologie rencontre les programmes d'investissement d'avenir portés par le président Sarkozy. Son entregent lui permet d'obtenir des soutiens dans les ministères. Pour défendre son IHU devant le jury chargé de faire le tri parmi les projets présentés, Didier Raoult est accompagné par Yvon Berland, qui deviendra quelques années plus tard président de l'université unique, et Jean-Paul Segade, le directeur général de l'AP-HM d'alors. L'infectiopôle du professeur Raoult emporte la mise et le précieux financement d'État.

Son IHU est le plus gros investissement public dans la recherche des vingt dernières années avec plus de 48 millions de l'Agence nationale de la recherche uniquement pour le bâtiment high tech qui borde le Jarret. Il a aussi pris soin de réunir autour de table la plupart des collectivités locales pour un investissement colossal. Dans la mise de départ, 1,5 million pour la Région, quatre pour le département, un million de la Ville de Marseille et autant de la communauté urbaine d'alors.

Même chose pour les équipements où les collectivités remettent gentiment au pot au nom du rayonnement international de ce chercheur et de ses équipes. Récemment, Renaud Muselier a annoncé que la participation de la Région était de 16 millions alors qu'elle était de 11 millions en 2018.

• Changement de gouvernance

Avec le débarquement de Jean-Paul Segade, en 2012, étrillé par un rapport de la Chambre régionale des comptes, Raoult perd un soutien. Cela correspond aussi au changement politique à la tête de l'État où Didier Raoult doit refaire ses contacts.

En 2014, avec le changement de gouvernance à l'AP-HM, l'enthousiasme connaît des hauts et des bas. Le successeur de Segade à la tête de l'AP-HM, Jean-Jacques Romatet, est beaucoup moins partant. Il voit dans ce projet un formidable outil qui s'installe au sein de l'assistance publique comme un virus qui prospère à son détriment. Les deux hommes ne s'entendent pas, s'accrochent dur tant sur la question du loyer que l'AP-HM devra payer à l'IHU en fonction des lits d'hospitalisation qu'il abrite, mais aussi sur celui de l'autorisation d'occupation temporaire qui lie la fondation de droit privé qui pilote l'IHU au propriétaire du terrain.

Même chose pour le permis de construire, délivré sans aucun aller et retour avec le service d'urbanisme. L'élue chargée de l'urbanisme, Danielle Servant, découvre un projet juché sur un haut escalier, au lieu d'être de plain-pied. Maître d'ouvrage du chantier, Raoult n'est pas ouvert à la discussion. Il appelle directement le maire qui somme son élue de donner un avis positif au permis.

• Défections

Aujourd'hui, Jean-Jacques Romatet refuse de s'exprimer publiquement sur ces années de tension autour du projet d'IHU. Mais, à certains, il confie volontiers que son départ anticipé de la direction de l'AP-HM en 2015 est aussi dû aux capacités de nuisance et à l'entregent politique de Didier Raoult. Lequel ne le nie pas. Lorsque les négociations piétinent avec l'AP-HM, c'est la ministre socialiste de la recherche Geneviève Fioraso qui vole à son

secours. Comme son prédécesseur Philippe Douste-Blazy avant elle, elle en est remerciée en siégeant au conseil d'administration de l'IHU.



Devant l'IHU Marseille Infection dirigé par le professeur Raoult, le 22 mars. © Laurent Le Crabe / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Ce que regrette Romatet, c'est la violence dont Didier Raoult fait preuve dans sa volonté de voir aboutir son projet. Car, en cumulant la recherche et les soins en infectiologie, l'IHU aspire les services qui, éparpillés dans les différents sites de l'AP-HM, traitent de bactériologie, de virologie ou de parasitologie. Ainsi les médecins qui, depuis des décennies, travaillent auprès des malades du sida à l'hôpital Nord sont contraints de rejoindre le bâtiment de la Timone. Avec le risque de perdre le lien avec des patients des quartiers Nord. Il faudra qu'ils bataillent en interne pour conserver une consultation à l'hôpital Nord.

D'autres ne se sont pas contentés de faire le dos rond. Chef du service parasitologie à la Timone, le spécialiste du choléra Renaud Piarroux a fini par claquer la porte des hôpitaux marseillais pour rejoindre la Pitié-Salpêtrière, à Paris. « *J'ai du mal à obéir lorsque je ne suis pas d'accord avec la façon dont les choses sont gérées* », dit-il au *Monde* en 2016. Son service en pointe sur les questions de parasitologie et mycologie a tout simplement été aspiré par l'IHU, quittant ainsi le seul giron de l'AP-HM pour se retrouver sous la tutelle de Didier Raoult et de ses équipes. Effrayés par la réputation du bonhomme, la moitié des techniciens de laboratoire n'ont pas rejoint l'IHU, préférant parfois quitter le CHU.

• « De la science comme on mène une bataille »

« *Didier Raoult est un guerrier, explique ainsi un de ses adversaires à l'AP-HM. Il fait de la science comme on mène une bataille. Ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui. Il fout une trouille terrible parce qu'il peut vous détruire professionnellement.* » Nombreux

sont ceux qui contestent ces méthodes, toujours à mots couverts. Co-découvreurs des virus géants en 2003 avec Didier Raoult, Jean-Michel Claverie et sa femme, Chantal Abergel, ont construit une association scientifique fructueuse avant de rompre brutalement. Contacté par Marsactu en 2018, il refusait de commenter les causes de cette rupture. « *On a travaillé ensemble, on a fait de belles publications ensemble et puis on s'est engueulés très fort* », confie-t-il au *Monde* le 25 mars tout en saluant le brio scientifique du professeur Raoult.

Comme Hervé Vaudoit le décrit dans son ouvrage, Didier Raoult est un des premiers à Marseille à comprendre comment l'indexation scientifique des publications permet de rationaliser la compétition entre les savants. Soudain la réputation ne relève plus de la subjectivité mais de données statistiques, objectives. Le mandarinat vole en éclats, remplacé par des algorithmes qui évaluent les chercheurs en fonction du nombre de publications, de leur impact scientifique mais aussi du nombre de fois où le chercheur est cité par d'autres.

3 000 articles scientifiques en huit ans

Depuis le début des années 1990, Didier Raoult a fait du séquençage génomique l'une des bases de ses recherches pour dénombrer et identifier de nouvelles bactéries parmi la multitude qu'abrite le corps humain. Ouvert sur le monde, ses unités de recherche comme son institut accueillent de nombreux doctorants venus d'Afrique ou d'Asie qui sont les petites mains de son système.

Même s'il publie dans des revues prestigieuses, parmi les plus reconnues au monde, la grande partie des milliers de publications qu'il co-signe ont un « faible impact scientifique ». Une recherche récente sur le portail PubMed qui dépend de la Bibliothèque nationale de médecine américaine évalue à plus de 3 000 les articles scientifiques signés par lui. Le double de la même recherche effectuée en 2012 par une journaliste de la revue *Science* dans un article critique sur Didier Raoult.

« *Son fonctionnement est très simple, explique un de ses adversaires. Un chercheur apparaît comme auteur d'un article à partir du moment où il y a contribué. Dans un cycle normal de travail, on peut cosigner 10 à 20 articles par an de 3 500 mots chacun. Lui, il génère de la matière première en faisant travailler ses doctorants notamment sur du séquençage de gènes de bactéries et il co-signe tout. Il arrive ainsi à un nombre de publications annuel absolument dément. Il est impossible qu'il puisse toutes les vérifier.* »

• « **Je rapporte 11 millions par an** »

Or, ce nombre de publications pléthoriques compte aussi financièrement. Ainsi la dotation annuelle attribuée à chaque CHU repose-t-elle sur les publications de ses chercheurs et praticiens, les fameux Sigaps, pour Système d'interrogation de gestion, d'analyse des publications scientifiques. Mis en place par le CHU de Lille, il a été étendu à l'ensemble des centres hospitaliers en 2006. Or, Didier Raoult et ses équipes pèsent lourd. « *Je rapporte au moins onze millions d'euros par an à l'AP-HM* », lançait-il à Marsactu en 2018, lors de l'inauguration de son IHU. La même année, Hervé Vaudoit évalue ce poids relatif à 25 % des crédits de recherche attribués à l'AP-HM.

« *Je pense que sans Raoult et ses équipes, Aix-Marseille Université serait placée moins haut dans le classement de Shanghai* », affirme le journaliste. Pour le coup, Didier Raoult étend son influence sur l'AP-HM et l'université, l'une des tutelles de l'IHU dont les personnels et étudiants dépendent.

Compagnon de route scientifique, professeur d'université, médecin et président d'université comme lui, Yvon Berland a suivi de très près l'ascension de son collègue. Quand les histoires de mal-être au travail et de harcèlement finissent par éclabousser l'université, il n'hésite pas à appeler Didier Raoult en déplacement à Dakar pour que ce dernier réponde aux journalistes qui souhaitent recueillir son point de vue.

• **Retrait de labels**

Si Didier Raoult a mal vécu cet épisode que Marsactu a longuement détaillé en son temps (***lire notre article sur la visite des comités d'hygiène, de sécurité et***

des conditions de travail des quatre tutelles), c'est qu'il venait éclairer son navire amiral au moment où son unité de recherche historique, l'Urmite, devait se transformer en deux unités sœurs.

Or, après des avis négatifs des conseils scientifiques de l'Inserm et du CNRS, les deux principales institutions de la recherche française dans le champ bio-médical ont retiré leur label à Vitrome et Mephi, les deux unités « filles » de l'Urmite. Les personnels CNRS ont été maintenus dans une structure provisoire, FRE, avant d'acter la séparation. « *C'est embêtant. Je ne peux pas bien l'accueillir* », reconnaissait Yvon Berland, président d'Aix-Marseille Université en 2018. Les deux unités continueront d'avoir le label AMU, et donc le personnel et les financements universitaires.

L'affaire des risques psychosociaux et le contrôle des CHSCT ne sont qu'un élément périphérique dans les décisions des conseils scientifiques de l'Inserm et du CNRS. Dans celle du CNRS que nous avons pu consulter, l'accent est mis sur les aspects scientifiques qui ne convainquent pas suffisamment les pairs réunis à titre consultatif. « *Je crois savoir qu'ils reprochent une approche de la recherche, pas assez fondamentale* », commente encore Yvon Berland.

• Conflits d'intérêts à la tête

Pour Didier Raoult qui s'en explique longuement dans l'ouvrage d'Hervé Vaudoit, cette crise est un règlement de comptes venu de tout en haut : le PDG de l'Inserm, par ailleurs époux de l'ancienne ministre de la santé, Agnès Buzyn, ne croit pas au modèle des IHU et aurait tout fait pour qu'une nouvelle génération d'instituts ne voie pas le jour. « *Nous allons perdre 400 000 euros de dotations que nous versaient l'Inserm et le CNRS* », précise-t-il à Hervé Vaudoit en

2018. *C'est un mauvais coup mais nous ne sommes pas inquiets : des solutions de financement existent ailleurs. Et, à la fin, ce seront peut-être eux les grands perdants de l'histoire.* »

Pour assurer sa survie, Didier Raoult croit en son modèle. Il s'appuie aussi sur des amitiés indéfectibles comme celle de l'ancien président de l'IRD Jean-Paul Moatti. Époux de la présidente de la fondation de l'IHU, Yolande Obadia, il a renouvelé son soutien financier à l'IHU en dépit du conflit d'intérêts patent de signer une convention financière avec sa propre épouse (***lire notre article sur ce conflit d'intérêts***).

Selon nos informations, cette question figurait dans la liste des sujets soumis à l'inspection des magistrats de l'agence française anticorruption lors de son contrôle de l'IRD en 2018. Ce rapport n'a pas vocation à être rendu public. Tout comme celui de l'inspection générale de l'éducation nationale et de la recherche sur les cas de harcèlement moral et sexuel au sein des unités de recherche abritées par l'IHU. En 2018, Didier Raoult balayait tout ça d'un « *ça se dégonfle* ». Depuis, le Covid-19 achève de gonfler sa renommée.

Boîte noire

Marsactu est un journal en ligne produisant enquêtes et informations sur l'agglomération de Marseille. Mediapart et l'équipe de Marsactu ont décidé de développer un partenariat éditorial. **Pour en savoir plus lire ici nos explications.**

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.